

L'Etat de droit contre le terrorisme

Mano Siri et Raphaël Roze



De gauche à droite : Alexis Lacroix, Thibault de Montbrial et Frédéric Encel.

Alain Jakubowicz : « En 2017, ne laissons rien passer. »

Alain Jakubowicz a clos les Universités en remarquant qu'il était impossible de combattre le racisme comme autrefois. « Dans les années 80, a-t-il noté, nous ne pouvions affirmer que certains musulmans étaient des fauteurs de troubles. Aujourd'hui, Mohamed Sifaoui le dit, parfois avec rudesse, ce qui peut choquer, mais il a raison d'exprimer sa pensée, car cet homme ayant fui l'Algérie en 1999 sait de quoi il parle. » Après avoir rappelé les termes insensés du débat sur le burkini et son instrumentalisation tous azimuts (par les islamistes comme par les partis extrémistes), le président de la Licra a souhaité une « nouvelle mobilisation ». Il a annoncé le lancement d'un appel à tous les Français, invités à signer un texte sur le thème « La patrie est en danger. » Il a aussi indiqué que la Licra allait produire une « charte éthique » soumise aux candidats à la présidentielle et aux législatives de 2017. « Pendant la campagne, a-t-il prévenu, nous ne laisserons rien passer ».

La première table ronde du 15 octobre jugeait « l'Etat de droit à l'épreuve du terrorisme ». Elle était animée par Alexis La-

croix, rédacteur en chef à « *Marianne* », qui a demandé aux intervenants de plonger sur un nouveau *modus vivendi* sociétal dans le contexte sécuritaire actuel. A ses côtés, le géopolitologue Frédéric Encel et le journaliste Mohamed Sifaoui, membres du bureau exécutif de la Licra, le député Les Républicains Georges Fenech, et l'avocat Thibault de Montbrial. Ce dernier a remarqué qu'« une période paradisiaque de soixante-dix ans de paix » était derrière nous. Selon lui, la République doit se défendre contre l'islamisme en élargissant le champ régalien, modifiant nos rapports aux armes, etc. Mohamed Sifaoui a relevé que l'Europe avait déjà été confrontée

au terrorisme d'extrême gauche ou d'extrême droite depuis 1945. « Mais la condamnation était unanime, a-t-il ajouté. Aujourd'hui, notre pacte républicain est remis en cause. » Chacun a déploré la bouillie idéologique d'Alain Badiou et consorts, qui dédouane les vrais responsables de la violence en attribuant tout à la « mondialisation capitaliste » et en mélangeant le bien et le mal. Pour Frédéric Encel, il faut assumer la réalité : « *Daech* nous a déclaré la guerre. Nous devons nous y adapter », a-t-il dit en substance, en musclant nos lois et en utilisant l'arsenal existant, comme la réglementation sur les sectes, qui devrait permettre d'interdire le salafisme.

Georges Fenech a préconisé une meilleure coopération entre les multiples services de renseignement et de sécurité. « Les Américains l'ont fait, ils ont tout remis à plat après le 11 septembre. Pas nous », a-t-il affirmé. Le modèle israélien a aussi été évoqué. Les participants ont estimé qu'il fallait s'en inspirer, par exemple en matière de formation généralisée de la population aux premiers secours. •

« S'INSPIRER DU MODÈLE ISRAËLIEN EN MATIÈRE DE FORMATION GÉNÉRALISÉE AUX PREMIERS SECOURS. »

Des participants au débat

croix, rédacteur en chef à « *Marianne* », qui a demandé aux intervenants de plonger sur un nouveau *modus vivendi* sociétal dans le contexte sécuritaire actuel. A ses côtés, le géopolitologue Frédéric Encel et le journaliste Mohamed Sifaoui, membres du bureau exécutif de la Licra, le député Les Républicains Georges Fenech, et l'avocat Thibault de Montbrial. Ce dernier a remarqué qu'« une période paradisiaque de soixante-dix ans de paix » était derrière nous. Selon lui, la République doit se défendre contre l'islamisme en élargissant le champ régalien, modifiant nos rapports aux armes, etc. Mohamed Sifaoui a relevé que l'Europe avait déjà été confrontée

NOS ANCÊTRES...

« Stop à l'obsession identitaire ! »

A l'occasion des Universités, Edouard Philippe, le député-maire Les Républicains du Havre et porte-parole d'Alain Juppé, a fustigé l'allusion aux Gaulois faite par Nicolas Sarkozy (sans le nommer).

« Pourquoi ne pas remonter aussi au vase de Soissons ? a ironisé Edouard Philippe. A l'identité du sang ou du sol, la France préfère les valeurs ».